

Monsieur,

"Tout ce qui est exagéré est inexistant" : voilà ce qu'en termes modérés Eden a dit hier à ses collègues de l'O.N.U., à qui il a recommandé d'aller de proche en proche, du particulier au général et de créer un climat avant de tenter la résolution des grands problèmes internationaux. Il ne renie certes pas le Plan occidental de paix, mais il en précise singulièrement les contours et en limite les objectifs immédiats.

A Washington, on ne commente pas encore le discours. Par contre, on y parle toujours de la venue de Churchill en janvier, pour considérer que le Premier britannique insistera probablement sur la nécessité d'user de "patience, de tolérance et de modération". En somme, les Américains s'attendent à une démarche du genre de celle que fit Attlee en décembre 1950. Toutefois, ils se défient bien du dynamisme de Churchill, puisqu'ils exigent de lui qu'il soit accompagné de Eden, Acheson assistant Truman. Mais les travaillistes eux-mêmes sont satisfaits qu'Eden soit appelé à chaperonner Churchill et il est curieux de constater qu'ils s'emploient à souligner combien l'autorité du Premier ministre est diminuée par rapport à celle dont il jouissait dans les conversations internationales des années de guerre. Tout se passe donc comme si les Américains craignaient la personnalité de Churchill, alors que les Anglais déplorent son vieillissement.

Cela n'empêche pas René Pleven de vouloir marcher sur les traces de son collègue britannique et d'envisager la grande intervention dans laquelle il userait d'une brutale franchise pour mettre les Français au courant de leur situation exacte et les députés en face de leurs responsabilités. C'est aussi l'ambition de René Mayer. Si les deux hommes rivalisent sur ce terrain, nous entendrons de pénibles vérités. Il ne faudra d'ailleurs pas moins d'un tel langage si le gouvernement envisage --comme on le dit-- de sévères mesures fiscales. Tel le rétablissement de l'impôt sur les salaires, sans, évidemment, supprimer celui que le patronat règle actuellement. Il est, toutefois, question d'un abattement à la base très important (40.000 francs par mois, par exemple), mais c'est au grand dam de la hiérarchie.

Nous n'en sommes cependant pas encore là. Le proche avenir, c'est le débat sur l'essence et l'immédiat c'est l'examen des fascicules budgétaires qui se poursuit cet après-midi. A l'occasion de celui du ministère des Territoires d'outre-mer, quelques M.R.P. envisagent de mettre en cause Mitterrand, si la possibilité leur en est offerte, et d'évoquer sa politique en Afrique. Ce ne sera peut-être pas chose facile que d'interpeller l'ancien ministre à l'occasion du budget du nouveau, mais ce serait la réponse du berger à la bergère, la riposte des M.R.P. au zèle déployé par Mitterrand en faveur de la laïcité, au cours du dernier congrès U.D.S.R. Et puis, ces banderilles plantées à Mitterrand ne déplairaient pas à Pleven que son jeune collègue a bel et bien mis en minorité au sein de son propre parti.

Quoi qu'il en soit, l'intérêt politique ne se réveillera vraiment que vendredi, avec la suite du débat sur l'essence et la grande discussion économique à laquelle il donnera naissance. Les adversaires du décret d'augmentation ne désarment pas. Ils se comptent et tiendront meeting jeudi. Le lendemain, l'offensive sera poursuivie que le gouvernement ne désespère pas d'enrayer. En tout cas, la situation a provoqué l'ajournement d'une autre hausse --faible celle-là, puisqu'elle est de

.....

- 2 - n° 1.983

l'ordre de 70 centimes à 1 franc-- destinée à donner satisfaction aux grossistes, qui réclament une amélioration de leur marge.

L'habileté du gouvernement consistera à noyer le débat sur l'essence dans un débat économique plus général. Ce sera, toutefois, sembler donner raison à ceux qui prétendent que l'augmentation avait pour principal mobile d'établir un rationnement par le prix. Comme si le fait de rapporter 40 milliards au Trésor n'était pas un motif suffisant. Par ailleurs, le rationnement d'une source d'énergie, quelle qu'elle soit, n'est peut-être pas le moyen d'améliorer la productivité, pour l'étude de laquelle une mission française vient précisément de partir pour les Etats-Unis. Cette productivité devient un peu la tarte à la crème de l'Europe, qui connaissait tout de même bien la question avant qu'on ne lui en rebattît les oreilles, encore que ce fût sous d'autres noms. Mais de cette notion de productivité, il ne faut pas médire, car si les Etats-Unis consentent à notre profit un effort financier supplémentaire, ce sera en partie sous forme d'opérations de crédit, dont bénéficieront les entreprises non nationalisées, disposées à améliorer leur productivité de manière spectaculaire.

Passons à la question sociale. La C.G.T. tient aujourd'hui une réunion de son Bureau confédéral, auquel se joindront les secrétaires fédéraux et le Bureau de l'Union départementale de la région parisienne. Bref, un petit Comité confédéral qui, sous prétexte d'examiner les questions relatives aux conventions collectives et au minimum vital (vous savez que la C.G.T. réclame maintenant 23.600 francs, plus 6,5 %), va pousser son offensive en faveur de l'unité d'action. Cette unité, on la décèle actuellement dans les mines du Nord et du Pas-de-Calais. Un arrêté de Bacon du 30 octobre a fixé à 15 % le ticket modérateur de pharmacie des mineurs. Ceux-ci s'indignent contre cette "atteinte à leur régime particulier". Depuis le début du mois, Force Ouvrière et la C.F.T.C. provoquaient de l'agitation. Ces derniers jours, la C.G.T. est entrée en lice et, hier matin, 12.000 mineurs sur 98.000 se sont mis en grève. La direction craint que la C.G.T. ne greffe sur cette question très spéciale du ticket modérateur des revendications de salaire. Bacon a reçu hier après-midi une délégation de Force Ouvrière, dont les membres prétendaient, à la sortie, que le ministre leur avait promis d'examiner dès aujourd'hui l'éventualité d'un aménagement de son arrêté. Bacon serait d'ailleurs encouragé dans cette voie de la conciliation par Louvel, qui recevra les mineurs aujourd'hui et de qui certains de ses collègues disent que, ministre de l'Energie, il en manque précisément.

paul dehème

EN V R A C et E N B R E F

Brevets d'invention franco-italiens. - Louvel a préparé un projet de loi qu'il soumettra mercredi au conseil des ministres et qui tend à la ratification d'un échange de lettres intervenu, le 25 mai 1951, entre les deux délégations de la commission mixte franco-italienne, prévue par l'accord du 29 mai 1948, relatif à la restauration de certains droits de propriété industrielle atteints par la guerre. Cet échange de lettres reporte du 31 décembre 1948 au 30 juin 1952 la date limite du dépôt des demandes de prolongation des brevets d'invention. Je tiens les textes ci-dessus désignés à votre disposition.

Le commerce extérieur de la France métropolitaine en octobre. - Le commerce extérieur a été, en octobre, en légère amélioration par rapport à septembre. Les ventes à l'étranger se sont chiffrées au total à 78.900 millions de francs, contre 73.273 en septembre, soit une relèvement de 5.627 millions, qui n'est pas dû à une forte augmentation sur un produit déterminé, mais se répartit sur un assez grand nombre. C'est la sidérurgie et les voitures automobiles qui occupent les majorations les plus notables (plus un milliard dans le premier cas et plus 1,2 dans le second). Des progrès sont également constatés sur les expéditions de vins et eaux-de-vie (plus 0,8 milliards), de produits pétroliers raffinés et de laines. Les ventes de tissus sont, dans l'ensemble, demeurées sensiblement stationnaires, de même que celles de produits chimiques.

Les importations en provenance de l'étranger sont passées de 104.438 millions de francs, en septembre, à 106.600 millions en octobre. L'écart est faible, guère plus de 2 milliards. Si l'on songe que pour une raison sans doute accidentelle, telle que le retard d'un navire, les statistiques n'ont enregistré que 10 milliards de francs en chiffres ronds pour les arrivages de matières premières textiles, contre près de 16 milliards et demi le mois antérieur, et que les importations de maïs n'ont pas atteint un milliard, alors qu'elles avaient représenté 2.250 millions en septembre, l'on comprendra qu'un gonflement du montant de nos achats a été observé sur de nombreux autres postes. C'est ainsi que nos importations de pétrole brut seulement se sont élevées à 14,1 milliards, contre 12,4, et que des augmentations moins sensibles, mais non négligeables, ont été constatées sur les pâtes à papier (plus 1,5 milliard), l'or (plus 1 milliard), le charbon (plus 600 millions), les oléagineux (plus 600 millions).

Au total, dans les échanges avec l'étranger, le montant des exportations a couvert, en octobre, celui des importations à concurrence de 74 %, proportion nettement plus favorable que celle de septembre (64 %).

On s'étonnera peut-être de l'accroissement, par rapport à septembre, de nos ventes au dehors de produits sidérurgiques. Les mesures prises pour freiner nos exportations sur l'Argentine ne manqueront certainement pas d'avoir, à l'avenir, une influence pour le marché intérieur. Quant à l'absence de progrès des ventes de produits textiles, elle s'explique par le ralentissement d'activité dû à la période des vacances. Considérées dans leur ensemble, nos exportations à l'étranger, au cours du mois d'octobre 1951, apparaissent assez satisfaisantes, sans toutefois justifier un grand optimisme.

Le prix du lait. - Nous n'avons pas fini d'en entendre parler. J'ai eu l'occasion d'en traiter et de vous signaler, à deux reprises, l'activité du Président de la Fédération nationale des Producteurs laitiers, L. Biset. La première fois, le président Biset attaquait, dans un journal corporatif, le secrétaire d'Etat Laurens. La seconde, il écrivait à René Mayer une lettre "à cheval". Actuellement, c'est lui qui est sur la sellette dans "Terre Nouvelle", où Guy Verité le traite de "dirigeant parisien de la F.N.P.L." Et René Mayer boit du petit lait. C'est peut-être pourquoi il n'a pas voulu accorder aux producteurs les 34 francs le litre qu'ils demandaient.

(En Vrac et en Bref - 2 -)

Union Européenne Agricole. - L'Allemagne fédérale trouve son intérêt à la création d'un marché agricole unique. Elle ne peut plus compter sur les régions agricoles situées à l'Est de la ligne Oder-Neisse, pas plus que sur les pays de l'Europe Centrale et Orientale. Sa population est très dense et son agriculture ne peut suffire à l'alimenter que dans la proportion d'environ 60 % de ses besoins. Le professeur Niklas, ministre de l'Agriculture et du Ravitaillement, a recommandé au cabinet fédéral de donner un accord de principe (début octobre) à l'ouverture de négociations sur la base des propositions françaises, et il envisage de participer personnellement à ces négociations. Il estime indispensable la création d'une Haute-Autorité de l'Agriculture, chargée notamment d'établir les programmes de production, en fonction de la consommation, de maintenir l'équilibre du marché dans l'ensemble des pays participants et d'uniformiser les conditions d'emploi de la main-d'oeuvre agricole. Il soutient la thèse du memorandum français, selon laquelle la méthode à employer doit être progressive, souple, et se garder de tout automatisme, mais il n'est pas entièrement d'accord sur le choix des genres retenues et se montre assez réservé notamment sur la possibilité d'organiser un marché unique du vin. Enfin, il pense que le Statut de la propriété rurale devrait être harmonisé de manière que les règles d'achats, de location et d'exploitation principalement soient identiques dans les pays participants. Il reste à savoir si le gouvernement fédéral ne s'efforcera pas de faire traîner les travaux, dans l'attente d'éventuels événements créés par la campagne en faveur de l'unification des deux Allemagnes. En France, Pflimlin est évidemment favorable au "pool vert", dont il est le père, mais Laurens et Antier sont pour le moins réticents.

L'Administration contre le Parlement. - Il n'est pas douteux qu'un climat nouveau se soit instauré depuis plusieurs mois, plus favorable à la masse des victimes des excès de la libération : loi d'amnistie de janvier 1951, libertés conditionnelles récemment accordées, quelques réintégrations de fonctionnaires sanctionnés, attribution de retraites à des épurés, restitution de biens confisqués. Des tribunaux ont rendu des jugements de réparation. Le Parlement a voté quelques lois. Mais, en général, ces mesures sont imparfaites, incomplètes, ou même négatives, parce que les administrations gardent le même état d'esprit qu'en 1945. Voici des exemples (non pas des cas isolés) :

a) La loi d'amnistie de janvier 1951 permet aux agents des services publics bénéficiaires de recouvrer des droits à la retraite. Le législateur a voté sur ce point en connaissance de cause. Or, l'administration des Finances a interprété cette loi dans un sens tellement restrictif que les intéressés n'en peuvent bénéficier qu'en nombre infime. Le règlement d'administration publique n'est même pas pari (la loi l'exige dans les deux mois qui suivent et nous sommes en novembre !).

b) Quand le Conseil d'Etat rend des arrêts portant réintégration de fonctionnaires, les services publics, très généralement, n'exécutent pas : on cherche (ou même on invente) un fait nouveau. La commission d'épuration (la même qu'en 1945) se réunit et sanctionne à nouveau. On connaît une centaine de cas !

Il n'est pas excessif de dire que la IVème République a révélé un état de fait nouveau : la dictature de l'Administration. Elle tient tête sans peine à la loi votée par le Parlement et à la justice rendue par les plus hautes juridictions. Les ministres apparaissent impuissants ou mal renseignés. Il est vrai que l'administration est forte, parce qu'elle est entièrement entre les mains des syndicats et les syndicats sont socialistes ou M.R.P.

En faveur de l'Autriche. - Conformément au désir du gouvernement autrichien, les légations des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne et de la France à Vienne sont transformées en ambassades. Pour sa part, le Secrétariat d'Etat américain, afin de donner toute sa signification à cette décision, déclare que l'Autriche est déjà membre de la communauté des nations, mais que, seul, le refus de Moscou de consentir à la signature d'un traité de paix avec l'Allemagne nazie empêche la signature.